



**Royal Canadian Mounted Police (RCMP)
Contracting & Procurement Unit**
Mailstop #909
14200 Green Timbers Way
Surrey, B.C. V3T 6P3

Gendarmerie royale du Canada (GRC)
Unité des marchés et de l'approvisionnement
Arrêt postal no 909
14200 Green Timbers Way
Surrey (Colombie-Britannique) V3T 6P3

**REQUEST FOR INFORMATION (RFI)
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS (DR)**

**Return Response to :
Envoyer la réponse à :**

Hedy Sawatzky
Reg Sr Proc Officer
Contracting & Procurement Unit
Mailstop #909
14200 Green Timbers Way
Surrey, B.C.

Hedy Sawatzky
Agente principale d'approvisionnement régulier
Unité des marchés et de l'approvisionnement
Arrêt postal no 909
14200 Green Timbers Way
Surrey (Colombie-Britannique) V3T 6P3

**Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du fournisseur/de
l'entrepreneur**

Title: Consulting Services – Community Engagement Strategy Project Titre du projet : SERVICES DE CONSULTATION – Projet de stratégie de mobilisation communautaire	
RFI No: M2989-6-0058 DR No : M2989-6-0058	
Issue Date: September 08, 2016 Date d'ouverture : Septembre 08, 2016	
Closing Date : September 26, 2016 At: 2:00 pm Pacific Daylight Savings time Date de clôture : Septembre 26, 2016 à: 2:00 p:m HAP (heure avancée du Pacifique)	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hedy Sawatzky, Reg Sr Proc Officer Agente principale d'approvisionnement régulier hedy.sawatzky@rcmp-grc.gc.ca	
Telephone No.- No de telephone: 778-290-2779	Fax No.- N° de FAX: 778-290-6110



DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS (DR)

POUR

**SERVICES DE CONSULTATION – Projet de stratégie
de mobilisation communautaire**



La présente ne constitue pas une demande de soumissions.

La présente demande de renseignements a pour but d'aider le gouvernement du Canada à recueillir des commentaires et des renseignements sur l'élaboration d'une stratégie requise pour un plan stratégique pluriannuel visant les collectivités diversifiées.

Le Canada cherche à obtenir des commentaires de l'industrie en ce qui a trait à des services d'analyse et à un plan stratégique pluriannuel durable à long terme. L'objectif est d'assurer une collaboration plus efficace et de créer des partenariats solides et efficaces avec les collectivités diversifiées du District du Lower Mainland en Colombie-Britannique (C.-B.).

Aperçu et contexte

La région du District du Lower Mainland s'étend de Pemberton jusqu'à la frontière américaine et de Sunshine Coast jusqu'à la route Coquihalla. Le District compte 13 détachements qui offrent des services à 1,8 million de personnes dans 26 collectivités, y compris de nombreuses collectivités autochtones. Bien que les détachements se trouvent à proximité les uns des autres, leur taille et la composition des services qu'ils offrent varient considérablement.

D'ici 2017, le commandant s'attend à ce que les territoires de compétences de la GRC connaissent une baisse de la criminalité et à ce que tous les groupes de la société profitent d'un sentiment de sécurité accru. Les cotes en matière de communication, de consultation et de responsabilisation devraient augmenter.

La GRC doit continuer à soutenir la modernisation. Les policiers et le personnel de soutien devraient être déployés en fonction de leurs compétences. Les priorités et les changements devraient être simplifiés, coordonnés et adaptés de façon à mieux répondre aux besoins en matière de sécurité et de réduction de la criminalité.

Objectifs de la DR

La DR a pour but de permettre à ceux qui le souhaitent de fournir de l'information dont le Canada devrait être au courant, selon eux, avant de définir la portée des travaux en vue de l'élaboration d'une stratégie et de la mise en œuvre de recommandations.

Portée de la DR (le cas échéant)

Après la clôture de la DR, la GRC examinera les réponses et déterminera s'il y a lieu ou non de poursuivre l'initiative. Si le projet va de l'avant, la GRC peut publier une demande de propositions en vue d'attribuer un contrat pour l'élaboration d'une stratégie ou la mise en œuvre de recommandations. La recherche menée par l'entrepreneur éventuel devrait aboutir à un projet de stratégie de mobilisation communautaire, qui devrait cerner des recommandations visant à accroître la satisfaction relative à la communication, à la collaboration et à la prestation de services de la GRC à des collectivités diversifiées et à créer de nouveaux partenariats avec des groupes communautaires, surtout ceux qui ne font habituellement pas confiance à la police ou qui la craignent.



La stratégie de l'entrepreneur éventuel devrait comprendre au moins ce qui suit :

- a) méthodes pour créer de nouveaux partenariats et maintenir les partenariats existants avec des groupes communautaires, surtout ceux qui ne font habituellement pas confiance à la police ou qui la craignent;
- b) désignation des collectivités diversifiées dans le District du Lower Mainland;
- c) approches pour établir une communication constructive permettant de cerner les lacunes liées aux services de police et de créer des initiatives visant des partenariats;
- d) définition des tendances clés et des principales conditions permettant de créer une stratégie à long terme;
- e) recherche d'initiatives antérieures et actuelles en vue d'améliorer les partenariats communautaires;
- f) recherche et recommandations relatives aux pratiques exemplaires permettant de créer et de maintenir des partenariats durables visant des collectivités diversifiées.

Nature de la DR

La présente ne constitue pas une demande de soumissions. On ne s'attend pas à ce que les répondants préparent des propositions détaillées à la présente étape. Aucun prix ne devrait être mentionné/compris dans les réponses. Elle ne donnera pas lieu à l'attribution d'un contrat. Les fournisseurs éventuels de tous les biens ou services décrits dans la présente ne devraient donc pas réserver des stocks ou des installations, ni affecter des ressources en fonction des renseignements figurant dans la présente DR. Celle-ci ne servira pas à la création d'une liste de sources. Donc, le fait qu'un fournisseur potentiel réponde ou non à cette demande d'information ne l'empêchera pas de participer à un processus d'approvisionnement futur. En outre, la présente DR n'entraînera pas nécessairement l'achat de l'un ou de l'autre des biens et des services qui y sont décrits. Cette demande de renseignements vise seulement à recueillir des commentaires de l'industrie sur les points qui y sont abordés.

Coûts liés aux réponses

Le Canada ne remboursera pas les dépenses engagées pour répondre à la présente DR.

Utilisation des réponses

Les réponses ne seront pas évaluées de manière officielle, mais elles pourront être utilisées par le Canada pour élaborer ou modifier des stratégies. Le Canada examinera toutes les réponses reçues d'ici la date de clôture de la DR. Le Canada pourrait aussi, à sa seule discrétion, examiner des réponses reçues après cette date.



Équipe d'examen

Une équipe d'examen composée de représentants du Canada examinera les réponses. Le Canada se réserve le droit de recourir à des consultants indépendants ou à des ressources dont il dispose et qu'il juge nécessaires pour examiner les réponses. Toutes les réponses ne seront pas nécessairement soumises à l'examen de tous les membres de l'équipe d'examen.

Confidentialité

Les répondants doivent indiquer toutes les parties de leurs réponses qu'ils jugent exclusives ou confidentielles. L'État et ses consultants traiteront ces parties en toute confidentialité sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Présentation de la réponse

Les répondants sont invités à fournir une copie électronique de leur réponse, en format PDF. La réponse doit comporter les trois éléments suivants :

Partie A) Page titre : la page qui suit la page couverture de chaque volume de la réponse doit être la page titre sur laquelle devraient figurer les éléments suivants :

- le titre de la réponse du répondant;
- la dénomination sociale complète ainsi que l'adresse du répondant;
- le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne-ressource du répondant;
- la date;
- le numéro de référence M2989-6-0058.

Partie B) QUESTIONS

Les répondants doivent répéter les questions avant de donner leur réponse afin d'aider les examinateurs.

Partie C) RECOMMANDATIONS

Commentaires du répondant en réponse à la Partie A.

Les répondants sont invités à présenter leurs commentaires et leurs préoccupations sur la façon de répondre aux besoins et aux objectifs définis dans cette DR.

Demandes d'information

Étant donné que le présent document ne constitue pas une demande de soumissions, le gouvernement du Canada ne répondra pas nécessairement à toutes les questions par écrit ou ne distribuera pas nécessairement les réponses à tous les fournisseurs éventuels. Toutefois, les répondants ayant des questions au sujet de la DR pourront les poser à l'autorité contractante indiquée dans le présent document.



Présentation des réponses

Les parties intéressées devraient envoyer leur réponse par courriel à l'adresse de l'autorité contractante figurant ci-dessus, au plus tard à la date indiquée à la première page du présent document.

Tous les renseignements demandés doivent être fournis à l'autorité contractante au plus tard à la date de clôture de la DR.

Autorité contractante

L` autorite` contractante: Hedy Sawatzky
Courriel : hedy.sawatzky@rcmp-grc.gc.ca
N° de téléphone : 778-290-2779
N° de télécopieur : 778-290-6110

Partie B – QUESTIONS

1. Quel devrait être le rôle de la GRC?
2. Quelles sont l'approche et la méthodologie suggérées?
3. La GRC ou l'entrepreneur éventuel doit-il mettre sur pied des partenariats?
4. De quelle façon les progrès de l'entrepreneur éventuel devraient-ils être consignés/mesurés?
5. Quels sont les risques liés au projet?
6. Quelles sont les hypothèses liées au projet?

Partie C – RECOMMANDATIONS